

Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec : de la recherche à l'action

Émilie Breton, Sandra Jeppesen et Anna Kruzynski
Collectif de recherche sur l'autonomie collective, Université Concordia, Montréal

Communication présentée au colloque *Intersectionnalité*, Université de Montréal,
dans le contexte de l'ACFAS, 13 mai 2010

Dans cette présentation, nous allons démontrer que la mouvance antiautoritaire est un milieu propice à l'application de l'analyse intersectionnelle et des pratiques anti-oppressions qui en découlent. Notre argument est construit autour de deux sous-points. Anna Kruzynski présentera le premier : que les valeurs et la manière de s'organiser des cohortes composées de (pro)fémnistes et queer radicaux facilitent la lutte pour l'éradication de *l'ensemble* des systèmes de domination. Émilie Breton abordera ensuite le second : que ce parti pris pour la transformation radicale de tous les rapports sociaux de domination explique qu'un nombre toujours grandissant de ces militant.es utilisent des pratiques anti-oppressions. Pour terminer, nous verrons comment notre collectif de recherche met lui-même en pratique, tant par son fonctionnement que sa méthodologie, cet argumentaire.

Une note méthodologique

Nous sommes membres du *Collectif de recherche sur l'autonomie collective* (CRAC), groupe de recherche autogéré composé de militant.es libertaires et (pro)fémnistes qui travaillent à documenter la diversité et la complexité de son propre mouvement, et ce, *avec* les militant.es des réseaux et groupes étudiés. Le CRAC s'intéresse en fait aux groupes et réseaux anticapitalistes présentant une 'culture libertaire' ayant émergé au Québec depuis 1995ⁱ. Par 'culture libertaire', nous faisons référence aux groupes qui portent un refus de toute autorité jugée illégitime, prônent l'utilisation de stratégies d'action directeⁱⁱ et préconisent une forme organisationnelle qui se caractérise par l'affirmation de la spontanéité, l'autonomie, la démocratie directe et la décentralisation du pouvoirⁱⁱⁱ. Certains de ces groupes et personnes sont explicitement anarchistes, tandis que d'autres laissent transparaître à travers leur discours antiautoritaire et anticapitaliste une parenté certaine avec la culture libertaire telle que définie ci-haut.

Notre méthodologie est la recherche-action participative. Nous produisons des monographies avec des groupes et réseaux spécifiques du milieu anti-autoritaire qui sont diffusées à travers la province. Nous cherchons à co-construire des savoirs par l'interaction de deux milieux : l'académie et le milieu militant. Nous nous revendiquons d'une subjectivité affirmée et – à l'instar de plusieurs autres – nous croyons que les savoirs produits peuvent (et doivent) être pertinents pour le mouvement, c'est-à-dire que notre démarche vise à répondre aux réalités concrètes de celui-ci.

Nous pourrions dire que le collectif applique doublement la recherche-action: d'une part, nous sommes nous-mêmes des fragments de cette mouvance que nous documentons, d'autre part, le processus de réalisation de monographies est un engagement à long terme auprès des groupes étudiés : en plus de participer à des entretiens individuels et collectifs, les membres formulent les enjeux et débats les concernant et valident l'analyse des données jusqu'à son étape finale.

Pour cette présentation, nous nous intéressons plus particulièrement à la cohorte^{iv} s'autoproclamant (pro)féministes ou queer; nos recherches révélant qu'au sein de la mouvance antiautoritaire montréalaise on peut identifier trois micro-cohortes de militant.es (pro)féministes^v : les féministes radicales^{vi}, les queers de tendance radicale^{vii} et les (pros)féministes qui militent dans des réseaux antiracistes et anticoloniaux^{viii}. L'analyse que nous présentons aujourd'hui n'est pas définitive car elle est basée sur des données qui sont à différentes étapes de codification, d'analyse et de validation par les participant.es à la recherche (n=77). Pour pallier à cet écueil, nous avons tenu un focus group avec les responsables des différentes monographies afin de discuter et de valider l'argumentaire de cette présentation. Cette dernière étape était essentielle à notre démarche, particulièrement à cause des positions sociales que nous occupons – Blanches, scolarisées, ayant un emploi.

Éradiquer les systèmes de domination dans leur ensemble

Nous constatons que, dans son ensemble, la cohorte (pro)féministe et queer radicale va au-delà de la prise en considération de l'imbrication des différents axes d'oppression et lutte pour l'éradication de l'ensemble des systèmes de domination. Nous spécifions « dans son ensemble », car au sein des trois micro-cohortes on retrouve des groupes d'affinités qui se rassemblent autour d'affinités différentes (politiques, personnelles, géographiques et/ou identitaires) qui priorisent certains axes d'oppression et qui militent sur les enjeux qui leur sont associés. Cependant, on remarque aussi que le réseau dans son ensemble est extrêmement hétérogène et agit, pour ainsi dire, sur toutes les divisions sociales. Il nous semble donc important de conceptualiser la cohorte dans son tout plutôt que dans ses parties : nous pourrions ainsi parler *d'une multiplicité de positions sociales (ou de catégories sociales), d'idées et d'actions qui se rejoignent par une multiplicité de points de connections.*

Lorsque nous parlons d'agir pour l'éradication de l'ensemble des systèmes d'oppression, nous soutenons que la mouvance réussit à aller au-delà de simplement nommer une liste d'épicerie des oppressions et cherche bien à agir politiquement et socialement sur l'ensemble des fronts, bien que certains soient plus marginaux que d'autres. Nous avons identifiés que les anti-autoritaires s'intéressent aux enjeux de classe, de sexe, de 'race', de diversité d'identités sexuelles et de sexualité et de capacité (physique et émotionnelle). Nous retrouvons ainsi des groupes de féministes radicales, POC, QPOC et queers (voir les statistiques en annexe).

Les féministes radicales, majoritairement francophones, scolarisées et Blanches, fidèles à l'adage bien connu « le personnel est politique », se concentrent surtout sur des enjeux qui émergent de leur propre réalité en tant que femmes : le sexisme dans les groupes militants, la violence faite aux femmes, le corps, l'avortement, les femmes et la guerre, etc. Le fait de se regrouper entre elles en non-mixité pour échanger sur ces enjeux est une action en soi, et elles font en outre des activités de

sensibilisation et organisent des actions de perturbation contre les institutions patriarcales. Elles ont tendance à développer des alliances ponctuelles, formelles ou pas, avec des groupes au sein du mouvement féministe, comme la Fédération des femmes du Québec ou la Marche mondiale des femmes.

Les queers interviewé.es, issu.es des milieux francophones et anglophones confondus, assez scolarisé.es et dont certain.es sont racialisé.es, militent autour de la sexualité, la violence (politique et personnelle), l'image corporelle, le queer et le trans. Illes font de la sensibilisation, du soutien par les pair.es, organisent des actions d'éclat pour dénoncer l'hétéronormativité, ainsi que des *radical sex partys*. Leurs alliances vont dans le même sens, parfois avec des groupes queers plus institutionnalisés et souvent avec des groupes de soutien aux travailleuses et travailleurs du sexe, notamment Stella. Au cours des dernières années, on assiste chez les anglophones à l'émergence d'un intérêt grandissant pour l'opérationnalisation d'une analyse intersectionnelle plus complète, plus précise et plus explicite, ce qui se concrétise notamment par la participation à l'organisation d'activités au sein du réseau antiraciste et anticolonial.

Les (pros)féministes qui s'impliquent principalement dans ces derniers réseaux vont choisir d'intervenir sur des enjeux de justice migrante, sécurité frontalière, certificats de sécurité et accommodements raisonnables, mais aussi sur des enjeux connexes comme la guerre, les luttes autochtones et la violence et l'impunité policière. Un des éléments-clés de leur compréhension des enjeux actuels est que la mondialisation capitaliste est la cause première de la migration. Composée en grande partie de personnes racialisées et (plutôt) anglophones, dont plusieurs sont membres du collectif non-mixte^{ix} *Personne n'est illégal – Montréal (No One is Illegal)*, mais aussi d'une panoplie de groupes d'affinités mixtes, cette micro-cohorte est de loin la plus hétérogène; femmes, queers, trans, hommes, personnes racialisé.es, allié.es Blancs et Blanches, des personnes dont la classe sociale et le

niveau d'études varient. Ils et elles travaillent le plus possible en alliance avec des groupes qui ne sont pas explicitement antiautoritaire, comme le Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes et Solidarité sans frontières, le comité des femmes de diverses origines, le Centre 2110, la radio CKUT, les GRIP (groupes de recherches et d'intérêt public) Concordia et McGill.

Selon les conjonctures, les différentes micro-cohortes répondent à l'appel pour une participation à des actions organisées au sein de la mouvance antiautoritaire en général, mais aussi aux appels de l'une ou l'autre des micro-cohortes. Quand il y a des campagnes contre la criminalisation de l'avortement, menées la plupart du temps par des féministes radicales, toutes tendances confondues répondent à l'appel. Il en est de même pour les activités féministes annuelles autour du 8 mars organisées par le comité de femmes de diverses origines. Des militant.es toutes tendances confondues vont se retrouver aux activités organisées par des militant.es antiracistes et anticoloniaux : soupers communautaires, soirées de levée de fonds ou manifestations en solidarité avec des réfugiés, des sans-statuts, des personnes et communautés ciblées par les mesures dites anti-terroristes ou encore en solidarité avec le peuple palestinien.

Il arrive également, selon la conjoncture, que les micro-cohortes se rejoignent afin de travailler ensemble sur un même évènement. L'exemple récent du forum sur la violence et l'impunité policière est révélateur. Il a permis de faire converger des centaines de personnes issues de divers milieux militants dans un même espace afin de discuter d'enjeux tout aussi hétérogènes. Le même phénomène a pu être observé pour les actions de perturbation organisées lors du Sommet économique sur le PSP à Montebello, pour les actions contre les Olympiques 2010, ainsi que pour la campagne contre le G-20 qui aura lieu en juin 2010 à Toronto (Convergence des luttes anticapitalistes 2010).

Une des forces de la mouvance anti-autoritaire, qui lui permet sans doute de travailler par alliances entre les groupes, est sa culture développée au fil des années et expériences collectives. Alors

que plusieurs milieux communautaires et mouvements sociaux traditionnels sont forts structurés, professionnalisés et très souvent organisés autour d'un « nous-stratégique » à long terme, la mouvance antiautoritaire, quant à elle, existe à long terme dans un espace de fluidité, un espace qui se fait et se refait, traversé par les expériences des militants et militantes qui le composent. L'implication de celles-ci et ceux-ci ondule donc au gré des affinités du moment, des choix politiques faits^x, des échanges dans les moments d'informalités, et ce, selon les conjonctures, les intérêts ou les besoins du moment.

Ce qui cimente toutefois cette mouvance est le partage d'une idéologie, de valeurs et de principe commun, ceux liés à une pensée libertaire. Le fait de partager cette culture militante, c'est-à-dire une philosophie politique et des modes de fonctionnement commun permet l'adhésion ou le retrait, la formation succincte de coalition ou d'alliances de façon assez spontanée et effective. Ces alliances ne se font pas sans tensions, mais elles demeurent pour ces militant.es des espaces d'ouverture et d'apprentissages des facettes composant les diverses réalités sociales à l'œuvre.

Dans une autre publication nous introduisons le travail de Chela Sandoval sur le féminisme et l'identité où elle remet entre autre en question l'utilisation d'une stratégie globale de lutte basée sur une politique identitaire (une seule identité sociale, celle du « nous-femmes »). Les lunettes conceptuelles qu'elle nous propose semblent bien cadrer avec les valeurs et les manières de s'organiser au sein de la cohorte à l'étude. Elle clame que puisque la lutte féministe englobe tout un paysage d'enjeux, certains seraient mieux servis par une position, une posture ou une identité que par une autre; il s'agirait donc d'organiser des luttes, selon la conjoncture et à partir des positions sociales en jeu, autour d'un « nous-tactique » (versus un « nous-stratégique »). C'est ce que font les groupes et réseaux des différentes micro-cohortes (pro)féministes et queers au sein de la mouvance antiautoritaire et en fait, pris dans leur ensemble, on s'aperçoit la mouvance cherche, autant que possible, à adresser des questions relevant de tous les « nous » (l'ensemble des catégories sociales, divisions sociales et enjeux qui en découlent).

C'est à notre avis l'intersectionnalité mise en pratique : une intersectionnalité qui va au-delà de simplement nommer les oppressions, mais s'attarde bien à diversifier les fronts de lutte, tout en ayant conscience que chacunE des individuEs ne pourra lutter sur tous les fronts à la fois. C'est ici que la culture militante et la reconnaissance mutuelle interviennent et permettent les rassemblements ponctuels.

Pour Sandoval, la mise en application de ce « nous-tactique » requiert en plus que les militant.es développent se qu'elle appelle une « conscience différenciée » :

La conscience différenciée demande qu'on se montre assez solide pour s'engager de manière résolue à défendre une structure identitaire bien définie pour une heure, un jour, une semaine, un mois, une année; fasse preuve d'assez de flexibilité, si la lecture de la formation du pouvoir le requiert, pour transformer cette identité selon les nécessités (*requisites*) d'une autre tactique idéologique d'opposition; ait la grâce de s'allier aux autres qui luttent pour des rapports sociaux égaux et la justice (*race, gender and class justice*), quand ces dernières, à partir d'une lecture du pouvoir, appellent à une position oppositionnelle alternative. La conscience différenciée propose que les féministes déplacent sans cesse les frontières de la construction du mouvement social et adaptent leurs tactiques militantes au contexte^{xi}. (traduction libre, le soulignement est de nous)

Cette solidité, flexibilité et grâce... ce déplacement des frontières du mouvement social... se vit au sein de la cohorte à l'étude, mais plus particulièrement parmi les (pro)fémnistes militant dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux et leurs allié.es membres de groupes queers radicaux. Il n'est donc pas surprenant de constater que ce sont ces micro-cohortes qui sont les plus hétérogènes en ce qui a trait aux identités sociales représentées, mais aussi aux choix des enjeux de lutte. Par conséquent, c'est sans étonnement que nous constatons que ce sont elles qui semblent le plus avoir répondu aux critiques d'une « liste d'épicerie » afin de chercher à répondre activement aux luttes liés à l'ensemble des oppressions, ce qu'ils et elles identifient comme les '*front lines struggles*', c'est-à-dire de travailler en solidarité avec les personnes qui se retrouvent les plus touchées, vulnérabilisées et marginalisées par des sociétés capitalistes, colonialistes, racistes, patriarcales et hétéronormées. Ce sont ces personnes – migrantEs sans-statut, dispensaires de soins domestiques, autochtones vivant sur des réserves,

travailleurs et travailleuses temporaires et agricoles, etc. – qui se retrouvent si on peut dire à la jonction des rapports de domination, et dans lequel la classe intervient de façon plus souvent qu’autrement, dramatique. C’est avec ces personnes que plusieurs cherchent à développer des alliances.

Nous remarquons donc qu’une particularité de notre mouvance est de constamment chercher à répondre aux symptômes et effets des rapports de domination en amenant une analyse globale de ceux-ci. Afin d’être le plus possible en concordance avec cette analyse ‘contre toutes formes d’oppression’, nous remarquons également que les anti-autoritaires cherchent à mettre en œuvre des mécanismes concrets de déconstruction des rapports de domination, que ce soit à l’intérieur même des collectifs, mais également dans leur travail avec des individus et communautés marginalisées. Ainsi, ce sont les micro-cohortes à l’étude qui ont le plus approfondis l’utilisation des pratiques ‘anti-oppression’^{xii}.

En utilisant des pratiques anti-oppressions

En effet, le parti pris des militantes et militants pour la transformation radicale de *tous* les rapports sociaux explique qu’un nombre toujours grandissant de ceux-ci et celles-ci utilisent des pratiques ‘anti-oppression’. Ces pratiques sont développées, peaufinées et réactualisées constamment, par bon nombre de militant.es au sein des réseaux antiracistes et anticoloniaux, ainsi qu’au sein des groupes queers radicaux^{xiii}. Pour nous, c’est ici que nous percevons que la mouvance réussit à répondre à sa façon aux enjeux relevant tant du ‘macro’ que du ‘micro’, c’est-à-dire qu’elles s’intéressent autant aux structure qu’aux identités narratives.

Pour les anti-autoritaires, l’analyse du changement social radical ne peut se faire sans accorder une priorité pour les moyens mis en œuvre pour favoriser ce processus – révolutionnaire pour certains, de transformations pour d’autres. Pour ceux et celles-ci, « the ends and the means are the same », c’est-à-dire qu’il ne peut y avoir de mise en place de l’égalité par des moyens qui sont « oppressants ». C’est ici qu’ils s’intéressent plus particulièrement à des façons d’être et d’agir collectivement, c’est-à-dire à

des pratiques anti-autoritaires, que les queers radicaux et les antiracistes et anti-coloniaux ont plus spécifiquement attribué à des pratiques ‘anti-oppression’. Cette analyse provient de cette idée de compréhension des identités comme étant fluides et non-fixes : ainsi, une même personne est à la fois oppresseuse et opprimée, tributaire des privilèges de certaines oppressions et tout en subissant à la fois des mécanismes oppressifs. Les anti-autoritaires œuvrant dans ces milieux cherchent donc à mettre en œuvre des processus et mécanismes de déconstruction des rapports de pouvoir.

D’abord, reconnaissant que la construction d’alliances dans la différence est un élément central de l’organisation pour la justice sociale, ces militant.es ont beaucoup travaillé la notion « d’allié.e » ; celle-ci permet de nommer et de reconnaître les différentes locations sociales occupées par les personnes et permet à la mouvance de répondre à sa manière à la célèbre question « Qui parle et pour qui? ». La compréhension principale des personnes réside dans le fait que les luttes doivent être menées par et pour les personnes concernées par les enjeux, c’est-à-dire que le leadership de la mobilisation demeure entre leurs mains et qu’en contrepartie, les autres personnes qui s’intéressent à ces enjeux ont, suivant la logique de Sandoval, la « grâce » de s’impliquer en tant qu’allié.e.

Ensuite, il y a reconnaissance qu’un mouvement « sans structures » peut facilement devenir tyrannique^{xiv} – dans le sens que les rapports de domination inhérents à notre société stratifiée peuvent facilement faire surface et ce, malgré nos beaux principes et nos belles pratiques. Certains groupes se sont donné des mécanismes afin que chacune et chacun puisse réfléchir à sa propre position sociale et aux comportements qui viennent faciliter ou entraver la déconstruction des rapports de domination dans la sphère interpersonnelle. En fait, il s’agit d’un processus de décolonisation de l’imaginaire, de transformation des patterns de domination qui sont intériorisés, élément qui est donc lié également à la sphère expérientielle. Plusieurs groupes ont intégré des mécanismes tels la ligne du pouvoir, les ateliers antiracistes, les ateliers sur le langage de domination, le « comment ça va », le « check-out », la

gardienne du ressenti, les tours première-deuxième intervention^{xv}, afin de mettre en œuvre et faciliter le processus collectif de reconstruction de rapports sociaux. Ces outils permettent de nommer explicitement les rapports de domination et de trouver des solutions concrètes pour s'assurer par exemple que les tâches les plus valorisées (dans notre société stratifiée) ne soient pas toujours effectuées par les personnes ayant le plus de privilèges (par conséquent, du temps et des ressources), ce qui amène plusieurs groupes à organiser des auto-formations et à rendre disponibles autant que possible les ressources et ce, pour faciliter une participation active.

Ces analyses amènent les groupes et réseaux à faire un effort constant pour aller vers les gens qui sont directement concernées par les oppressions. Il s'agit non seulement de choisir des lieux dans les quartiers où ces personnes habitent, mais aussi de faciliter autant que possible la participation par des mesures prenant en considération l'accessibilité et en favorisant le partage des connaissances et habiletés. Ces contacts directs avec les personnes vivant en situation de pauvreté, de précarité et de discrimination quotidienne amènent les militant.es de ces réseaux faire du *direct action casework* – il offrent du soutien juridique, linguistique, matériel aux personnes sans statut afin de soutenir leurs luttes de survie. En lien avec ce dernier élément, il y a un souci constant pour que les personnes directement concernées soient à l'avant-scène – les tâches de représentation médiatique ou de faire les discours lors d'un rassemblement seront donc effectués, dans la mesure du possible, par les personnes concernées ou leurs proches allié.es.

Un retour sur le collectif et sa méthodologie

Les analyses que nous avons présentées s'applique aussi à notre collectif de recherche. L'intersectionnalité est mise en pratique tant au niveau de notre forme organisationnelle et modes de fonctionnement qu'au niveau de nos choix méthodologiques. La forme fluide et organique du collectif, induite par notre base d'affinités anti-autoritaire et (pro)fémaliste nous a amené à réévaluer

constamment la composition de notre collectif, les enjeux à l'étude, ainsi que les tendances étudiées. Ce sont des discussions collectives, parfois difficile, facilitées par l'existence de mécanismes anti-oppression, qui ont mené à certains choix et orientations, et cette volonté autoréflexive et critique a mené le collectif à graduellement et constamment se diversifier. A ses tout débuts, le collectif était composé de personnes Blanches issues des milieux francophones plus proches de la tendance féministe radicale. L'arrivée de militant.es allié.és impliqué.es dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux nous a amené notamment à nous offrir une auto-formation sur le racisme (et la Blancheur), à décider de recruter activement des militant.es de ces derniers réseaux, d'élargir et d'approfondir notre base d'affinités pour y intégrer plus explicitement l'analyse intersectionnelle et des pratiques anti-oppressions. Aujourd'hui, le collectif est composé d'une douzaine de militant.es-chercheuses qui sont actives dans toutes les tendances à l'étude. Tentant de rester fidèles à l'adage voulant que les personnes directement concernées soient au cœur des affaires qui les concernent, les monographies sont réalisées par ceux qui sont déjà impliqué.es dans le réseau à l'étude. La rencontre de ces différentes positionnalités nous force, au quotidien, de travailler l'application réelle de l'intersectionnalité dans nos recherches.

L'intersectionnalité est aussi au cœur de notre méthodologie. Dans un premier temps, nous effectuons des analyses transversales des données recueillies pour les monographies réalisées dans les différents réseaux militants – qui, comme nous l'avons démontré, pris dans leur ensemble font de l'intersectionnalité. Ces analyses transversales sont débattues, peaufinées et validées et par le collectif de recherche (qui lui est hétérogène) et aussi par des militant.es lors de différentes activités organisées par le CRAC. Dans la même lignée, nous allons organiser une série de focus groups avec les participant.es aux recherches, toutes tendances confondues, afin de créer les conditions pour des échanges dans la différence à partir des résultats de nos recherches. Nous tenons à ce que nos résultats

fassent état des manières dont les militant.es des différentes tendances, suivant Floya Anthias, travaillent à abolir les grandes divisions sociales en tentant de « déconstruire les douaniers de la différence » que sont les processus de naturalisation, d'attribution collective, de hiérarchisation, de distribution inégale des ressources et d'infériorisation. Mais nous tenons particulièrement à stimuler un dialogue au sein de la cohorte (pro)fémiste et queer sur le pourquoi des similarités, mais surtout des différences, dans les analyses et pratiques des trois micro-cohortes dans toutes les sphères de l'existence : expérientielles, interpersonnelles, organisationnelles et représentationnelles.

Ce processus est déjà à l'œuvre au sein du collectif. L'exemple de la rédaction collective du texte sur le « nous-femmes » et la non-mixité organisationnelle est parlant. Les militantes-chercheuses du CRAC, impliquées et faisant de la recherche sur le féminisme radical, le queer radical et le réseau QPOC, ont mis en commun leurs analyses et pratiques, débattues des enjeux et trouver une manière créative et innovatrice de présenter les résultats. Ce processus a contribué à mettre de la lumière sur un monde souvent inconnu de l'une et de l'autre tendance, de faire des liens et d'entamer une critique constructive du « nous-femmes » stratégique. Ce même type de cheminement a été vécu, à une moindre échelle, lors du focus group de validation pour cette communication, auquel ont participé une dizaine de militantes-chercheuses, toutes tendances confondues.

Ces rencontres de différentes positionnalités viendront, nous l'espérons, pousser encore plus loin les réflexions collectives sur les possibilités d'application de l'intersectionnalité, comme analyse et comme pratique, dans nos luttes antiautoritaires. Dans ce processus où nous passons de l'action à la recherche, et de la recherche à l'action, nous espérons pouvoir transmettre de part et d'autre les leçons issues de ces expériences, avec, comme l'expose si bien Chela Sandoval, grâce, flexibilité, et solidité.

Annexe 1

Identités sociales « représentées » dans notre échantillon (n=77)

Groupes

- Ainsi Squat'Elles (9)
- Q-Team (10)
- Ste-Emilie Skillshare (9)
- Panthères Roses (8)

Réseaux

- Féministes radicales (14)
- Queer people of colour (10)
- (Pro)feminists doing anticolonial and antiracist organizing (17)

Identités sociales représentées

Queers Anglophones (n=24)

- Queer (100%) – majorité « woman-identified »
- Racialisé.e (50%-100%)
- 20-30ans, scolarisé.es

Queers francophones (n=8)

- Queer, lesbienne, lesbienne radicale, homosexuel.les, pédé, non-femme (varient selon contexte)
- Racialisées (0%)
- Scolarisé.es

Anticoloniaux & antiracistes (n=17)

- femmes racialisées (47%)
- hommes racialisés (18%)
- femmes alliées (23%)
- hommes alliés (12%)
- Grande majorité Anglophones (2 francophones ont répondu à l'appel, 1 seule à été interviewée)

Féministes radicales (n=23)

- Femmes racialisées (8%)
- lesbiennes (à vérifier)
- Bisexuelles (à vérifier)
- Queers (0%)
- Grande majorité scolarisées & Francophones (une seule anglophone a répondu à l'appel mais n'a pas été interviewée parce qu'elle n'était pas d'accord avec la définition dans l'appel)

Notes

ⁱ Pour plus de détails voir Kruzynski, Anna, Sarrasin, Rachel, « Ni Dieu ni Maître: les anarchistes contemporains », A Babord!, 2010, vol. 34.

ⁱⁱ Réduisant au maximum la dépendance envers des intermédiaires pour atteindre leurs objectifs.

ⁱⁱⁱ Pour déterminer les critères ou la définition de notre sujet d'étude, nous nous sommes inspirées de Rosanvallon(1976) et de Pucciarelli (1999).

^{iv} Nous ne ferons pas référence dans le présent article à la catégorie homogénéisante « jeune », mais plutôt aux concepts de génération politique, de cohortes et de micro-cohortes (Whittier, 1995). Ces concepts nous permettent de décrire les expériences des personnes qui s'investissent au sein de la grande mouvance féministe à différents moments (génération politique), ainsi que les variantes qu'on peut y déceler (cohorte et micro-cohorte). Selon cette conception, des personnes qui commencent à militer au sein du mouvement féministe à différents moments ont des expériences de politisation distinctes qui forment des identités collectives et leurs perspectives liées aux organisations du mouvement et au changement social. Selon Whittier, dans l'histoire du mouvement des femmes aux États-Unis, au fur et à mesure que chaque cohorte prend de l'influence au sein de ce mouvement, elle transforme (*reshaped*) la culture, l'idéologie, les stratégies et les tactiques de l'organisation

^v Breton, Émilie, Grolleau, Julie, Kruzynski, Anna, Saint-Arnaud-Babin, Catherine, « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille : Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007 », Recherches féministes, Québec, 2007, vol. 20, no 2, p. 113 – 139; Fortier, Ashley, Kruzynski, Anna, Leblanc, Jacinthe, Newbold, Leah, Pirotte, Magaly, Riot, Coco, «Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du «nous-femmes » et de la non-mixité : recoupements et divergences », Faut-il réfuter le 'Nous femmes' pour être féministe au XXIe siècle? Les Cahiers de l'IREF, Descarries, Francine & Line Kurtzman, 2009, vol. , no 19; Notez: ce n'est pas complet, manque les Franco-Mexique (expliquer). Expliquer le changement du WOC à réseau antiraciste et anticolonial.

^{vi} Leblanc, Jacinthe (en préparation). « La nécessité du féminisme radical dans les réseaux antiautoritaires (titre provisoire) in Bellemare-Caron, R., Breton, E, Cyr, M-A, Dupuis-Déri, F., Kruzynski, A. (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui : idées, pratiques et espoirs*. Montréal, QC : Lux Éditeur; Leblanc, Jacinthe (en préparation). Le réseau des féministes radicales : une monographie, Montréal, Collective de recherche sur l'autonomie collective; Pirotte, Magaly (2009) Ainsi Squattent-elles! Une monographie, Montréal, Collectif de recherche sur l'autonomie collective, 87 p. Enligne: <http://www.crac-kebec.org/?q=node/85>.

^{vii} Fortier, Ashley (en preparation). Q-Team: une monographie, une monographie, Montréal, Collective de recherche sur l'autonomie collective; Guzman, coco riot (en préparation). Ste-Emilie Skillsshare : une monographie en images, Montréal, Collective de recherche sur l'autonomie collective; données recueillies par Leroy Newbold auprès du réseau Queer People of Colour; données recueillies par Julie Groleau auprès des Panthères Roses.

^{viii} Eslami, Shirene et Robyn Maynard (en preparation). "Les (pro)féministes antiautoritaires dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux » (titre provisoire), in Bellemare-Caron, R., Breton, E, Cyr, M-A, Dupuis-Déri, F., Kruzynski, A. (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui : idées, pratiques et espoirs*. Montréal, QC : Lux Éditeur; Eslami, Shirene et Robyn Maynard (en préparation). Les (pro)féministes antiautoritaires dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux : une monographie, Montréal, Collective de recherche sur l'autonomie collective.

^{ix} Sur la base de l'ethnicité

^x Travailler en groupe affinitaire, en lien avec un aspect précis de leur identité, dans plusieurs groupes ou non, changer de groupe, etc.

^{xi} 1991, cité par Lotz 2003 : 8. Insérer référence

^{xii} Les éléments conjoncturels de temps, disponibilités, époque, momentum, contacts personnels des membres des groupes, et bien d'autres, interfèrent ici. Il serait donc mal avisé de pouvoir expliquer ou associer les succès/échecs à des facteurs précis.

^{xiii} Ce ne sont pas tout.es les militant.es dans ces réseaux qui travaillent ces pratiques au quotidien.

^{xiv} Insérer reference à Tyranny of structurelessness

^{xv} A verifier dans nos données, l'utilisation des tours de paroles home-femme dans certains milieu, dans d'autres ont a arrêter de ce faire à cause de la binarité.